



Renaud MARIS
Expert-comptable – Commissaire aux comptes

Association REUSSIR PROVENCE

Exercice clos le
31 DECEMBRE 2022

* * *

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Messieurs les membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale en date du 14 juin 2017, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REUSSIR PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'actionnaire unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Meyreuil, le 27 mars 2023

Renaud MARIS
Commissaire aux comptes



RENAUD MARIS
COMMISSAIRE AUX COMPTES
P.A Sainte Victoire
Le Cimet
13590 MEYREUIL
Tél. 04 42 65 97 04 - Fax 04 42 65 86 50
E-mail: renaud.maris@wanadoo.fr



Renaud MARIS
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

RAPPORT SPECIAL
Exercice clos le 31 décembre 2022

Association Réussir Provence
3 Impasse du Rouquier
13800 Istres

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente un rapport sur les conventions réglementées.

Conventions conclues au cours de l'exercice

En application de l'article 25-2 du décret du 1 mars 1985, j'ai été avisé des conventions visées à l'article L.612-5 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice.

Il ne m'appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont j'ai été avisé, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient selon les termes de l'article 25-1 du décret du 1^{er} mars 1985, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Je vous informe qu'il m'a été donné avis d'une convention de mandat entre votre association, et l'association MAISON DE L'EMPLOI dont certains administrateurs sont communs.

L'objet de cette convention est d'organiser le partage des moyens mis en commun entre les deux associations.

Le montant des prestations remboursées par votre association à la MAISON DE L'EMPLOI s'élève à 637 € au titre au titre de frais divers. D'autre part votre association n'a facturé aucune prestation à la MAISON DE L'EMPLOI.

Fait à Meyreuil,
Le 27 mars 2023

Le Commissaire aux Comptes
Renaud MARIS

Association REUSSIR PROVENCE

3 3 Imp. du Rouquie

13800 ISTRES

*Dossier financier de l'exercice en Euros
Période du 01/01/2022 au 31/12/2022*

Activité principale de l'association :

Nous vous présentons ci-après le dossier de l'exercice.

Fait à Istres
Le 11/04/2023

Michel BERNARD
Président



Association REUSSIR PROVENCE

3 3 Imp. du Rouquie

13800 ISTRES

COMPTES ANNUELS du 01/01/2022 au 31/12/2022

- *Bilan actif-passif*
- *Compte de résultat*
- *Evaluation des contributions volontaires*
- *Annexe*



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	1 073	1 073				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	104 357	76 221	28 135	39 916	11 780	29.51
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	105 429	77 294	28 135	39 916	11 780	29.51
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	969 200		969 200	1 176 769	207 569	17.64
	Créances reçues par legs ou donations	40 032		40 032	8 686	31 346	360.89
	Autres						
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	496 402		496 402	311 295	185 107	59.46
	Charges constatées d'avance (2)	1 264		1 264	606	1 871	308.51
	Total II	1 506 898		1 506 898	1 496 143	10 754	0.72
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 612 327	77 294	1 535 033	1 536 059	1 026	0.07

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022 12	Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	210 800	210 800		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	697 117	672 119	24 998	3.72
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	11 425	24 998	13 573	54.30
	Situation nette (sous total)	919 341	907 917	11 425	1.26
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	919 341	907 917	11 425	1.26
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	19 156	18 009	1 147	6.37
	Total II	19 156	18 009	1 147	6.37
	Provisions pour risques	256 872	217 732	39 140	17.98
DETTE (1)	Provisions pour charges	6 103	6 103		
	Total III	262 975	223 836	39 140	17.49
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTE (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	21 416	35 133	13 717	39.04
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	56 159	89 141	32 982	37.00
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	203 973	209 901	5 929	2.82
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	52 467	52 467		
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	455	345	110	31.74
	Total IV	333 560	386 297	52 737	13.65
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 535 033	1 536 059	1 026	0.07

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	16 350		9 773		6 577	67.30
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	1 496 105		1 420 839		75 266	5.30
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 891		11 571		6 680	57.73
Utilisations des fonds dédiés	18 009		30 440		12 431	40.84
Autres produits	5		92		87	94.33
Total I	1 535 361		1 472 715		62 646	4.25
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	272 818		270 160		2 658	0.98
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	74 171		71 999		2 172	3.02
Salaires et traitements	809 006		782 388		26 618	3.40
Charges sociales	320 809		288 503		32 306	11.20
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 666		16 604		1 938	11.67
Dotations aux provisions	39 140		1 492		37 647	NS
Reports en fonds dédiés	19 156		18 009		1 147	6.37
Autres charges	1 931		1 076		855	79.41
Total II	1 551 696		1 450 231		101 465	7.00
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	16 335		22 484		38 819	172.65

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

26 738 2 574
281

M

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		1 147		638	509	79.73
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		1 147		638	509	79.73
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		305		418	113	26.94
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		305		418	113	26.94
2. Résultat financier (III-IV)		841		220	621	282.33
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		15 494		22 704	38 198	168.24
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		26 918		2 574	24 344	945.70
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		26 918		2 574	24 344	945.70
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion				281	281	100.00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI				281	281	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		26 918		2 293	24 625	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		1 563 426		1 475 927	87 499	5.93
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 552 001		1 450 930	101 072	6.97
5. EXCEDENT OU DEFICIT		11 425		24 998	13 573	54.30

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature		52 272		52 372	100-	0.19-
Bénévolat						
TOTAL		52 272		52 372	100-	0.19-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens		52 272		52 372	100-	0.19-
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL		52 272		52 372	100-	0.19-



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 535 032.96 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 535 361.02 Euros et dégageant un excédent de 11 424.62 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1 - PRESENTATION DE L'ACTIVITE DE REUSSIR PROVENCE

éussir Provence est depuis 2015 l'organisme support du PLIE Istres Ouest Provence. Le PLIE est mis en œuvre dans le cadre du « Pacte des donneurs d'ordre et des financeurs des PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2023-2027 ». Le PLIE vise la construction de parcours de retour à l'emploi ou d'accès à la qualification pour des publics en difficultés. Il s'articule autour des trois dimensions suivantes :

- La Médiation Emploi et la relation entreprises dont le développement et l'animation du label Emplitude
- L'accompagnement à l'emploi, la construction des parcours individualisés et les actions complémentaires de levée des freins à l'emploi des participants du PLIE
- L'animation territoriale et l'ingénierie de parcours et de projets.

En complément du PLIE l'association met en œuvre depuis 2021 l'action « Estafette de l'emploi » qui constitue une réponse aux difficultés de recrutement des entreprises du territoire.

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	1 073		
Installations générales agencements aménagements divers	14 774		
Matériel de transport	36 306		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	50 390		2 886
TOTAL	101 471		2 886
TOTAL GENERAL	102 543		2 886

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			1 073	1 073
Installations générales agencements aménagements divers			14 774	14 774
Matériel de transport			36 306	36 306
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			53 276	53 276
TOTAL			104 357	104 357
TOTAL GENERAL			105 429	105 429

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	1 073			1 073
Installations générales agencements aménagements divers	2 462	2 955		5 417
Matériel de transport	16 079	5 584		21 663
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	43 014	6 127		49 141
TOTAL	61 555	14 666		76 221
TOTAL GENERAL	62 628	14 666		77 294

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	2 955				
Matériel de transport	5 584				
Matériel de bureau informatique mobilier	6 127				
TOTAL	14 666				
TOTAL GENERAL	14 666				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	210 800				210 800
Report à nouveau	672 119	24 998		0	697 117
Excédent ou déficit de l'exercice	24 998	24 998-	11 425	0	11 425
Situation nette	907 917		11 425	0	919 341
TOTAL I	907 917		11 425	0	919 341

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation ESTAFETTE DES EMPLOIS	18 009		18 009		19 156	19 156	19 156
	18 009		18 009		19 156	19 156	19 156
TOTAL	18 009		18 009		19 156	19 156	19 156

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	223 836	39 140			262 975
TOTAL	223 836	39 140			262 975
TOTAL GENERAL	223 836	39 140			262 975
Dont dotations et reprises d'exploitation		39 140			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	969 200	969 200	
Personnel et comptes rattachés	1 443	1 443	
Divers état et autres collectivités publiques	38 588	38 588	
Charges constatées d'avance	1 264	1 264	
TOTAL	1 010 496	1 010 496	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	21 416	9 540	11 876	
Fournisseurs et comptes rattachés	56 159	56 159		
Personnel et comptes rattachés	109 943	109 943		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	87 761	87 761		
Autres impôts taxes et assimilés	6 268	6 268		
Autres dettes	52 467	52 467		
TOTAL	334 015	322 139	11 876	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 505			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	38 626
Total	38 626

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 640
Dettes fiscales et sociales	144 422
Total	152 062

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 264
Total	1 264

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention d'exploitation	2 100
DRFIP Apprentissage	9 333
Subvention Communes	4 548
Subvention MAMP	15 000
Subvention MAMP Mise à disposition	142 047
Subvention Covid	6 000
Subvention Conseil Général	100 000
Subvention FSE	735 802
Subvention DIRECCTE	20 000
Subvention Conseil Départemental	460 000
Total	1 494 830

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et techniciens	22
Total	24

Réussir Provence bénéficie également de 4 agents mis à disposition par la Métropole.

Au titre de l'exercice 2022 l'association a provisionné une prime d'intéressement aux salariés d'un montant de 45 698 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Valorisation des contributions volontaires

MISE A DISPOSITION LOCAUX / FLUIDES ET ENTRETIEN 2021 : 52 371.86 €

FOS : 13 644.10 €

ISTRES : 25 979.35 €

MIRAMAS : 6 585.80 €

PSL : 6 162.61 €

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Un provision pour charge de 23 481 a été comptabilisée au titre de cet exercice.